



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le dix neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

LEBALLEUR Pierre (pouvoir à FORTIN Laurence)
ROUBY Solenn (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)

Conseil de Communauté du 19 décembre 2018
Délibération n°DCC2018_106

Objet	Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Logonna-Daoulas : approbation de l'élaboration du PLU
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Urbanisme
Thème	Urbanisme

Par délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2012, la commune de Logonna-Daoulas a engagé une procédure de révision de son Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme dont les principaux objectifs sont de prendre en compte l'évolution des nombreuses normes d'urbanisme ainsi que l'évolution des besoins de la population tout en maintenant un équilibre entre développement socio-économique et préservation des atouts naturels de la commune.

Compétente en matière de 'plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale' depuis le 1^{er} décembre 2015, la Communauté poursuit aujourd'hui la procédure de révision suite à l'accord de la commune lors du Conseil Municipal en date du 22 janvier 2016 et conformément à la délibération du Conseil de Communauté du 11 février 2016.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été débattu en conseil de Communauté les 29 avril et 9 décembre 2016.

Il a été tiré un bilan de la concertation et le projet de PLU a été arrêté lors du Conseil de Communauté du 24 mars 2017.

Suite à la notification du dossier aux Personnes Publiques Associées, le dossier a été soumis à enquête publique du 03 janvier au 02 février 2018. A l'issue de l'enquête publique, le code de l'Urbanisme prévoit que le Plan Local d'Urbanisme - éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire - est approuvé par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire aient été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. Cette conférence intercommunale s'est déroulée le 05 décembre 2018.

Par délibération en date du 27 novembre 2018, le Conseil Municipal de Logonna-Daoulas a émis un avis favorable sur le projet de PLU soumis à l'approbation du Conseil de Communauté.

Il revient donc maintenant au conseil de Communauté d'approuver la révision du PLU de Logonna-Daoulas.

EXPOSE DES MOTIFS :

1/ Contexte de la procédure

La commune de Logonna-Daoulas est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS), approuvé le 12 juillet 2001.

Par délibération du Conseil Municipal du 18 décembre 2012, la commune de Logonna-Daoulas a engagé une procédure de révision de son Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme dont les principaux objectifs sont de prendre en compte l'évolution de nombreuses normes d'urbanisme ainsi que l'évolution des besoins de la population tout en maintenant un équilibre entre développement socio-économique et préservation des atouts naturels de la commune.

Depuis le 1er décembre 2015, la Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas est compétente en matière de 'plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale'.

Suite à l'accord de la commune lors du Conseil Municipal du 22 janvier 2016 et au Conseil de Communauté du 11 février 2016, la Communauté est ainsi compétente pour poursuivre et achever la procédure de révision du document d'urbanisme de la commune de Logonna-Daoulas.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a été débattu en Conseil de Communauté les 29 avril et 9 décembre 2016.

Il a été tiré un bilan de la concertation et le projet de PLU a été arrêté lors du Conseil de Communauté du 24 mars 2017.

Suite à la notification du dossier aux Personnes Publiques Associées, le dossier a été soumis à enquête publique du 03 janvier au 02 février 2018.

A l'issue de l'enquête publique, le code de l'Urbanisme prévoit que le Plan Local d'Urbanisme - éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire - est approuvé par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des suffrages exprimés après que les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur aient été présentés lors d'une conférence intercommunale rassemblant les maires des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Cette conférence intercommunale s'est déroulée le 05 décembre 2018.

Par délibération en date du 27 novembre 2018, le conseil municipal de Logonna-Daoulas a émis un avis favorable sur le projet de PLU soumis à l'approbation du conseil de Communauté.

Il revient donc au conseil de Communauté d'approuver la révision de PLU en intégrant des modifications suite aux avis émis par les Personnes Publiques Associées, aux observations du public et aux conclusions du commissaire enquêteur.

2/ Les avis des Personnes Publiques Associées

Suite à la transmission du dossier aux Personnes Publiques Associées et consultées, la Communauté de Communes a recueilli 11 avis (Ces avis figurent dans le dossier complet du projet de PLU ; ce dossier est consultable au format numérique via un site de téléchargement - Un exemplaire papier est également consultable au service urbanisme de la CCPLD) :

- le Syndicat de bassin de l'Elorn a émis un avis favorable assorti de quelques observations au regard de la protection des cours d'eau, de la capacité de la station d'épuration et de l'inventaire bocager.
- la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Finistère a émis un avis favorable sans

observation.

- le Conservatoire du Littoral n'a pas émis d'observation.
- la Ville de Landerneau n'a pas émis d'observation.
- le Pôle Métropolitain du Pays de Brest a émis un avis favorable assorti de quelques points d'ajustements sur le règlement écrit notamment.
- la Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a émis un avis favorable sous réserve d'intégrer au règlement quelques dispositions concernant les annexes et les extensions des habitations existantes.
- l'Autorité Environnementale (MRAe) a fait des observations de forme et a demandé de préciser certains points d'analyse et de prise en compte de l'environnement.
- la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Bretagne Ouest a émis un avis favorable sans observation.
- le Comité Régional de la Conchyliculture Bretagne Nord a émis un avis favorable sous réserve de prendre en compte quelques points d'ajustements sur le zonage Am notamment.
- la Chambre d'Agriculture du Finistère a émis un avis favorable assorti d'observations au regard du diagnostic agricole, de l'inventaire bocager, de légers ajustements concernant le règlement écrit et le règlement graphique.
- la Préfecture du Finistère et la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) ont communiqué un avis favorable au projet de PLU assorti d'observations au regard notamment :
 - de la modération de la consommation d'espace par rapport aux périodes à prendre comme référence (10 dernières années pour le code de l'urbanisme / décennie 2000 pour le SCoT de 2011),
 - de la loi littoral, et plus spécifiquement concernant les secteurs de Rumenguy et de Moulin Mer, la délimitation des campings, et les coupures d'urbanisation.
 - de certaines justifications à développer et préciser dans le rapport de présentation sur différentes thématiques (consommation foncière, mixité sociale, capacité d'accueil, compatibilité du PLU avec les documents supracommunaux ...),
 - des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui doivent être précisées sur certains point, en compatibilité avec le SCOT,
 - et du règlement où quelques corrections sont à opérer (prise en compte de la doctrine de la CDPENAF en zone A et N, ...).

3/ Le déroulement et les résultats de l'enquête publique

L'enquête publique, prescrite par arrêté n°URBA-2017-17 en date du 7 décembre 2017, s'est déroulée du 3 janvier au 2 février 2018, selon les modalités prévues par ledit arrêté.

Dans son rapport et ses conclusions transmis le 26 avril 2018 (documents consultables au siège de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas à Landerneau ainsi qu'en mairie de Logonna-Daoulas, et également consultables sur les sites internet de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas et de la mairie de Logonna-Daoulas), le commissaire enquêteur a émis un avis favorable assorti

de la réserve suivante :

Le porteur de projet se doit de reconsidérer des réservations portées au règlement graphique pour qu'elles n'empiètent pas sur des propriétés privées (terrains privés, chemins d'exploitation...) sur le secteur agricole. Ainsi, conformément aux demandes des propriétaires, il convient de rectifier, au vu des informations détenues par la municipalité sur **les actes de propriété, les secteurs privés** des réservations suivantes :

Emplacements réservés n° 15, 17 et 38.

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

ER 15 : La Collectivité souhaite maintenir cet emplacement réservé qui présente un intérêt général indiscutable pour assurer et renforcer la continuité des cheminements doux ; l'objectif est qu'il serve au bouclage de chemins existants de part et d'autre, afin de permettre de joindre 2 hameaux (Créquin, Rohou).

ER 17 : La Collectivité souhaite maintenir cet emplacement réservé qui présente un intérêt général indiscutable pour assurer et renforcer la continuité des cheminements doux ; cet ER permet en effet de faire la jonction (pour une soixantaine de mètres manquant) entre un sentier communal et une voie communale.

ER 38 : Supprimé, car il existe déjà un cheminement communal.

Emplacement réservé n° 18, uniquement sur le secteur non côtier,

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

ER 18 : La Collectivité souhaite maintenir cet emplacement réservé qui présente un intérêt général indiscutable pour assurer et renforcer la continuité des cheminements doux. Il s'agit ici de faire la liaison entre deux portions de sentiers communaux existants et de réaliser une boucle menant du hameau de Rohou à celui de Brétin.

Emplacements réservés n° 23, 24, 25,

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

ER 23 : La Collectivité souhaite maintenir cet emplacement réservé qui présente un intérêt général indiscutable pour assurer et renforcer la continuité des cheminements doux. Il s'agit ici de renforcer un sentier déjà très utilisé par les riverains, qui permet de rejoindre le rivage et le sentier littoral depuis le Stang.

ER 24 : Supprimé

ER 25 : Supprimé

Emplacement non numérotée sur les parcelles B 2565 et B2572

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

Il ne s'agit pas d'un ER, mais d'une 'liaison douce à créer' ; la Collectivité souhaite le maintenir car ce tracé présente un intérêt général indiscutable pour assurer et renforcer la continuité des cheminements doux.

Emplacement réservé n° 26, uniquement sur le secteur non côtier.

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

ER 26 : La Collectivité souhaite maintenir cet emplacement réservé qui présente un intérêt général indiscutable pour assurer et renforcer la continuité des cheminements doux. Il s'agit ici de faire la liaison entre deux portions de sentiers communaux existant, ce qui permettra de rejoindre Quénécadec puis le sentier littoral nord de la Commune depuis le sentier intercommunal Pouligou/Pennavern.

Précisions complémentaires apportées par la CCPLD :

1/ Il est rappelé que le propre de l'emplacement réservé est d'être mis en place sur des parcelles privées que la collectivité envisage d'acquérir pour un usage d'intérêt général.

2/ Il est également rappelé qu'une des orientations du PADD en matière de déplacements est de «Mettre en œuvre un Plan de Déplacements Doux à l'échelle communale ».

En effet, un des grands atouts touristiques de Logonna-Daoulas en ce qui concerne les loisirs 'verts' est la présence de nombreux chemins de randonnées, qui empruntent souvent

des chemins creux ou des chemins ruraux. Cela contribue à son attractivité et sa qualité de vie, et est apprécié tant des logonnais que des randonneurs venant de l'extérieur.

C'est pourquoi la Collectivité a l'ambition de poursuivre l'ouverture des chemins de randonnées littoraux (en complément de ceux déjà existants liés à la servitude de passage de piétons sur le littoral), et de renforcer le linéaire de chemins dédiés aux déplacements doux et multi-usages en utilisant ce réseau de chemins creux et en réalisant des bouclages.

Un des objectifs est de permettre des interconnexions entre les cheminements doux urbains et les circuits de moyenne et grande randonnée, pour limiter l'utilisation de l'automobile et sécuriser les déplacements.

Ainsi les liaisons douces existantes ou à créer ont été identifiées sur le règlement graphique du PLU, et des emplacements réservés ont été prévus, au bénéfice de la Commune, pour atteindre cet objectif de renforcement du réseau de cheminements doux ; il est à noter que ces chemins sont pour la plupart déjà physiquement ouverts et utilisés. La mise en d'emplacements réservés traduit la volonté de la commune de développer son maillage de cheminement doux ; cette démarche répond à la fois à une demande touristique et à une demande de la population locale.

Dans le cadre de la concertation menée sur la mise en place du PLU, le plan des cheminements doux est depuis très longtemps disponible sur le site Internet de la mairie et mis à disposition en mairie également en version papier. Plusieurs réunions publiques sur le sujet du PLU ont eu lieu et étaient l'occasion d'échanger sur le sujet.

D'autres démarches ont été engagées pour qu'il y ait un dialogue autour de la mise en place de cheminements doux : tous les agriculteurs ont été reçus en décembre 2017 avec l'association Ribin à Logonna afin de discuter et d'échanger de la bonne gestion et utilisation des chemins.

Et des recommandations suivantes :

Au vu des informations détenues par la municipalité sur les actes de propriété, le porteur de projet se doit de revoir les nombreuses réservations portées au règlement graphique pour qu'elles n'empiètent pas sur des propriétés privées (terrains privés, chemins d'exploitation...) sans l'accord des propriétaires. Il en va de la responsabilité du ou des propriétaires et du trouble de propriété que peut générer la création de chemins de randonnées.

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

Le propre de l'emplacement réservé est d'être mis en place sur des parcelles privées que la collectivité envisage d'acquérir pour un usage d'intérêt général. Les ER maintenus au PLU sont justifiés en ce sens.

Le projet d'urbanisation du secteur de Rumenguy doit être réduit aux seules parcelles BB 88, BB 89 et au bas de la parcelle BB 103, via un accès par la parcelle BB 90, avec une faible concentration des habitations au vu des caractéristiques propres à l'impasse de Rumenguy et de l'étroitesse de la route de Rumenguy, afin de respecter un minimum de sécurité des usagers.

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

Suite aux observations de l'Etat, la zone UHb de Rumenguy prévue au projet de PLU arrêté est reclassée en "UHn" (nouveau secteur urbain dont le règlement n'autorise que les extensions et annexes aux constructions existantes). La zone 1AUHb est donc reclassée en 2AU puisqu'elle n'est pas aujourd'hui en continuité avec l'agglomération. Les principes

d'aménagement de cette zone 2AU seront donc définis ultérieurement, lors de l'ouverture à l'urbanisation de la zone par modification ou révision.

Ce secteur se doit d'être rattaché à l'urbanisation existante par une urbanisation des parcelles BC 118, BC 120, BC 117 (en totalité), voir BC 63, BC 64 et C 97.

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

Comme indiqué au point ci-dessus, l'Etat considère que Rumenguy correspond à un espace urbanisé non en continuité avec l'agglomération ; un zonage "UHn"(= secteur urbain à constructibilité limitée) est créé sur ce secteur.

Les parcelles BB 60, BB 61 et BB 62 sont à classer en espace boisé au vu des essences intéressantes des arbres qui les agrémentent et de la déclivité du sol.

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

Pas de changement : Le zonage 1AUhb est maintenu afin de pouvoir à terme avoir la possibilité au regard de la loi Littoral de 'raccrocher' le secteur urbanisé de Rumenguy à l'agglomération. Néanmoins, ce classement en zone 1AUhb n'entache en rien la volonté du propriétaire d'aménager sa parcelle ou bien de préserver son caractère boisé.

Le projet d'urbanisation du secteur de Cléguériou doit se développer via un accès par la parcelle BB 52 qui s'ouvre directement sur la route du Marché (vers la D333), seule voie suffisamment large pour desservir ce projet.

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

La parcelle BB52 conservera sa vocation de désenclavement pour l'aménagement des parcelles BB 39, 40, 63, 64, 65, 108, 120 et 121. Cela est effectivement indiqué dans l'OAP de Cléguériou qu'une nouvelle voie principale en double sens sera créée au Sud du site, prenant accès route de Cléguériou pour rejoindre la rue Park Braz.

Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté et 'réparer' l'oubli du prolongement de la flèche sur le schéma explicatif, celui-ci serait effectivement à compléter par le prolongement de la nouvelle voie de desserte jusqu'à la rue de Park Braz (passant sur la parcelle 52).

Le secteur des Trois Prat, avec plus de soixante habitations, se doit d'être rattaché à la zone urbaine du bourg conformément à son classement actuel en zone urbanisée par le SCOT du Pays de Brest. Une visite des lieux ne fait pas apparaître de coupure franche d'urbanisation. En effet, des parcelles de 25 mètres (AO 46) ou 20 mètres (AO 49) de large ne peuvent sérieusement constituer ni l'une, ni l'autre, une rupture d'urbanisation sur Gorré Ar C'Hoat, pas plus qu'une parcelle dotée d'une habitation sur un jardin régulièrement entretenu (AL 05) à la sortie de Clemenechy. De plus, ce secteur dispose d'un réseau d'assainissement en situation gravitaire par rapport à la station d'épuration communale. Il faut aussi relever que, située à la sortie du bourg sur la voie principale menant au bassin d'emploi brestois vers lequel se dirige quotidiennement la majeure partie de la population locale (Grenelle de l'environnement), il présente l'avantage de ne pas encombrer les ruelles étroites du centre bourg.

- Prise en compte dans le dossier d'approbation / Modification(s) apportée(s) par la CCPLD :

Deux coupures d'urbanisation ont été mises en place par le PLU à l'Est du bourg, le long de la RD 333. Celles-ci ont été demandées par les services de l'Etat (lors de réunions de travail qui ont eu lieu tout au long de la procédure) afin de bien marquer les ruptures d'urbanisation sur un axe où l'urbanisation tend à se déliter de façon linéaire et cela conformément à la loi Littoral. En effet, l'agglomération se définit par principe comme un ensemble à caractère urbain, composé de quartiers centraux d'une densité importante, présentant une continuité

dans le tissu urbain (circulaire ministérielle de décembre 2015) : de fait le secteur de Prat Pan ne peut être considéré comme faisant partie de l'enveloppe de l'agglomération. Il faut rappeler que L'objectif de ces coupures est de conserver des espaces de respiration au sein de l'urbanisation linéaire le long de la voie afin de conserver des 'percées' qui permettent le respect de la trame verte et bleue et des corridors écologiques à l'échelle du territoire, et éviter la constitution d'un front urbain continu.

De plus, le SCOT du Pays de Brest ne précise pas que ce secteur fait partie de l'agglomération.

Il est rappelé que la desserte par les réseaux n'est pas un critère suffisant pour la définition des zones urbaines.

L'urbanisation de Logonna-Daoulas est le fruit de documents d'urbanismes successifs qui ont conduit à un ensemble bâti de forme non condensée, s'étirant de manière continue le long de plusieurs branches. Ainsi, les objectifs du nouveau PLU doivent assumer les orientations des documents d'urbanismes précédents en les adaptant au mieux, sans trop de rigidité, à ce que souhaite aujourd'hui le législateur pour le développement de l'urbanisation future.

- Réponse apportée par la CCPLD :

La Collectivité a élaboré le projet de PLU en ce sens.

Compte tenu de l'analyse des observations portées dans son rapport, le commissaire enquêteur recommande aux autorités compétentes en matière d'autorisation de travaux ou de permis de construire de continuer à faire appel au « bon sens pragmatique de la population locale » pour veiller à un minimum d'incidences de tout nouveau projet, et en particulier, à ne pas trop densifier les logements au vu des possibilités de circulation et de stationnement sur le bourg de LOGONNA DAOULAS.

- Réponse apportée par la CCPLD :

La Collectivité a eu ce souci dans l'élaboration du projet de PLU.

Bien que la présente procédure ne porte pas sur les études des aménagements projetés sur les secteurs rendus urbanisables, il ressort de cette enquête qu'une concertation avec la population concernée au quotidien dans leur voisinage s'impose.

- Réponse apportée par la CCPLD :

La Collectivité prend note de cette recommandation du commissaire enquêteur, qui dépasse cependant le cadre du PLU.

4/ Les principales évolutions apportées au dossier entre son arrêt et son approbation

(NB : la présentation détaillées de l'ensemble des points modifiés est exposée dans les 2 tableaux de synthèse annexés à la délibération d'approbation)

Compatibilité avec la Loi Littoral / Inscription des extensions d'urbanisation en continuité avec l'agglomération :

- La zone 1AUHb de Rumenguy est reclassée en 2AU, du fait de sa discontinuité actuelle avec l'agglomération du bourg. L'ouverture à l'urbanisation de la zone pourra se faire après l'aménagement des zones 1AUHb situées plus au nord.

La zone UHb de Rumenguy est reclassée en "UHn" (nouveau secteur urbain dont le règlement n'autorise que les extensions et annexes aux constructions existantes) ; en effet, bien que ne constituant actuellement ni un village ni une agglomération au sens de la Loi Littoral, ce site - pas encore relié physiquement à l'agglomération du bourg tant que les zones 1AUHb situées plus au nord ne seront pas urbanisées - ne répond ni à la définition de la zone naturelle (N), ni à la définition de la zone agricole (A). C'est donc un zonage urbain (U) qui est le plus approprié.

Compatibilité avec la Loi Littoral / Coupures d'urbanisation :

- Au sud est du bourg, à l'est de Camen, la coupure d'urbanisation constituée par le cours d'eau s'écoulant vers l'anse de Moulin Mer et séparant l'agglomération des secteurs de Crequin et de Pen Al Leurgeur sera ajoutée.

La coupure entre Prat Pann et Prat an Dour d'une part et Mengleuz, Stang et Gorrequer d'autre part, est repositionnée plus au nord.

Compatibilité avec la Loi Littoral / Espaces Boisés Classés :

- Prises en compte des observations émises par la CDNPS (26/04/2017).

Compatibilité avec la Loi Littoral / Campings :

- Le périmètre des sous-zonages Nt affectés aux campings est recalé sur celui des autorisations administratives correspondantes.

Emplacements réservés :

- Certains emplacements réservés sont supprimés ; en revanche, tous les emplacements réservés qui présentent un intérêt général indiscutable pour assurer et renforcer la continuité des cheminements doux sur la commune sont maintenus.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5214-16,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 et suivants,

Vu le code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.103-2 à L.103-6, L.151-1 et suivants, R.151-1 et suivants, et R152-1 et suivants,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Brest,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Logonna-Daoulas du 18 décembre 2012 prescrivant la révision de son Plan d'occupation des Sols (POS) approuvé le 12 juillet 2001, pour mettre en place un Plan Local d'Urbanisme (PLU), définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation,

Vu la délibération en date du 22 janvier 2016 formalisant l'accord du Conseil Municipal de la commune de Logonna-Daoulas pour autoriser la Communauté à poursuivre et à achever la procédure de révision de PLU engagée avant la date du transfert de compétence,

Vu la délibération en date du 11 février 2016 formalisant l'accord du conseil de Communauté à poursuivre et achever la procédure de révision du POS de Logonna-Daoulas pour mettre en place un PLU prescrite avant le transfert de compétence,

Vu le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune de Logonna-Daoulas débattu en conseil de Communauté les 29 avril et 9 décembre 2016,

Vu la délibération en date du 24 mars 2017 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme,

Vu les avis émis par les Personnes Publiques Associées et consultées sur le projet de PLU arrêté,

Vu l'arrêté du Président de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas n°URBA-2017-17 en date du 07 décembre 2017, prescrivant l'ouverture et l'organisation d'une enquête publique pour la révision du PLU,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 3 janvier 2018 au 2 février 2018,

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Logonna-Daoulas du 27 novembre 2018 donnant un avis favorable au PLU prêt à être approuvé, conformément à l'article L.5211-57 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que les résultats de l'enquête publique ainsi que les avis des Personnes Publiques Associées conduisent à apporter certaines modifications au projet de PLU tel qu'il a été arrêté, celles-ci n'affectant pas son économie générale. Ces modifications sont annexées à la présente délibération (cf. annexe 1 et annexe 2).

Considérant que les résultats de l'enquête publique et de la consultation des Personnes Publiques justifient des ajustements au Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que le Projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil de Communauté et tel qu'il est annexé à la présente délibération est prêt à être approuvé,

Le rapport entendu,

Vu l'avis favorable de la conférence intercommunale des maires du 5 décembre 2018,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 3 décembre 2018

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 20 novembre 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve le Plan Local d'Urbanisme de Logonna-Daoulas, modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique et de l'avis des Personnes Publiques Associées, tel qu'il est annexé à la présente délibération.

La présente délibération deviendra exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité décrites par l'article 3 ci-dessous.

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie de Logonna-Daoulas et au siège de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas durant un mois, d'une insertion dans un journal diffusé dans le département, d'une publication au recueil des actes administratifs, ainsi que d'une notification au Préfet.

Le Plan Local d'Urbanisme, devenu exécutoire, sera tenu à la disposition du public au siège de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas, en mairie de Logonna-Daoulas, à la préfecture et à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer aux jours et heures d'ouverture au public.